

**COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE
(CEMAC)**



**SEPTIEME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE
DES CHEFS D'ETAT DE LA CEMAC**

BATA, les 14 et 15 MARS 2006

COMMUNIQUE FINAL

A L'INVITATION DE SON EXCELLENCE **OBIANG NGUEMA MBASOGO**,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE, PRESIDENT
EN EXERCICE DE LA COMMUNAUTE, LA SEPTIEME SESSION ORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DE LA CEMAC, S'EST TENUE LES
14 ET 15 MARS 2006, AU PALAIS DES CONGRES DE NGOLO, A BATA.

ONT PRIS PART A CES IMPORTANTES ASSISES :

SON EXCELLENCE **EL HADJ OMAR BONGO ONDIMBA**, PRESIDENT DE
LA REPUBLIQUE GABONAISE ;

SON EXCELLENCE **PAUL BIYA**, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU
CAMEROUN ;

SON EXCELLENCE **IDRISS DEBY ITNO**, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE DU TCHAD ;

SON EXCELLENCE **DENIS SASSOU NGUESSO**, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE DU CONGO ;

SON EXCELLENCE, LE GENERAL D'ARMEE, **FRANÇOIS BOZIZE**,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ;

ET, EN QUALITE D'OBSERVATEURS,
SON EXCELLENCE **FRADIQUE BANDEIRA MELO DE MENEZES**,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE SAO-TOME ET
PRINCIPE ;

SON EXCELLENCE **SHOE OKITUNDU**, DIRECTEUR DE CABINET,
REPRESENTANT SON EXCELLENCE **JOSEPH KABILA**, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT A ETE PRECEDEE PAR LA
QUATORZIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DE
L'UNION ECONOMIQUE ET PAR UN COMITE MINISTERIEL DE L'UNION
MONETAIRE TENUS RESPECTIVEMENT LES 11 ET 12 MARS 2006 A BATA.

LA CEREMONIE SOLENNELLE D'OUVERTURE DE LA CONFERENCE A ETE
MARQUEE, TOUR A TOUR, PAR LE MOT DE BIENVENUE DU MAIRE DE BATA,
PAR DES IMPORTANTS MESSAGES DES REPRESENTANTS DES
ORGANISATIONS INTERNATIONALES PARTENAIRES DE LA SOUS-REGION,
PAR L'ALLOCUTION DU SECRETAIRE EXECUTIF DE LA CEMAC, SUIVIS DU
DISCOURS D'OUVERTURE DE SON EXCELLENCE **OBIANG NGUEMA
MBASOGO**, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE,
PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT.

DANS SON IMPORTANTE ADRESSE, LE PRESIDENT EN EXERCICE DE
LA CONFERENCE A, DANS UN PREMIER TEMPS, STIGMATISE LE
PARADOXE AFRICAIN CARACTERISE PAR UNE ABONDANCE DES
RICHESSES ET UNE PAUVRETE ENDEMIQUE DES POPULATIONS.



IL S'EST ENSUITE PARTICULIEREMENT INQUIETE DE LA SUREXPLOITATION DE NOS RESSOURCES NATURELLES EN L'ABSENCE DE TOUTE PLANIFICATION POUR LES GENERATIONS FUTURES.

POURSUIVANT SON ADRESSE, IL A INVITE LES ETATS MEMBRES A S'ENGAGER SUR LA VOIE DE LA BONNE GOUVERNANCE POLITIQUE ET ECONOMIQUE POUR GARANTIR LE SUCCES DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.

S'AGISSANT EN PARTICULIER DE LA SOUS REGION, IL A UNE FOIS DE PLUS INTERPELE SES PAIRS, SUR LA MARCHE LABORIEUSE DE NOTRE COMMUNAUTE. A CET EFFET, IL S'EST APESANTI SUR LA NECESSAIRE ET IMPERIEUSE NECESSITE D'ACCELERER NOTRE PROCESSUS D'INTEGRATION ECONOMIQUE ET SOCIAL, EN S'ENGAGEANT AVEC DETERMINATION ET CONVICTION DANS LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET STRUCTURELLES PRECONISEES PAR LES AUDITS DECIDES, LORS DU SOMMET EXTRAORDINAIRE DE JUIN 2005 A MALABO.

PASSANT A L'EXAMEN DE LEUR ORDRE DU JOUR, LES CHEFS D'ETAT ONT PRIS CONNAISSANCE DES RESULTATS DES TRAVAUX DU CONSEIL DES MINISTRES.

AU COURS DE LEURS ECHANGES, ILS ONT LONGUEMENT DEBATTU DES RAPPORTS D'AUDITS. CEUX-CI DRESSENT UN DIAGNOSTIC PARTICULIEREMENT PREOCCUPANT ET FONT RESSORTIR QUE NOTRE PROCESSUS D'INTEGRATION ECONOMIQUE REGIONALE EST FORTEMENT MINE PAR DE NOMBREUX GOULOTS D'ETRANGLEMENT.



CES HANDICAPS SE MANIFESTENT TANT AU NIVEAU DE L'OPERATIONNALITE INSTITUTIONNELLE, QU'EN CE QUI CONCERNE LE DEVELOPPEMENT DES FLUX DES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES ET LA CONSTRUCTION DU MARCHÉ COMMUN, LE TOUT, AGGRAVE PAR UNE INSUFFISANCE D'APPROPRIATION PAR LES ETATS MEMBRES DE CE PROCESSUS, A TRAVERS LA NON APPLICATION DES NORMES COMMUNAUTAIRES CONSENSUELLEMENT ADOPTEES.

REPOUNDANT A CE CONSTAT, LES CHEFS D'ETAT, ONT DECIDE DE CREER SANS DELAI, UN COMITE STRATEGIQUE CHARGE D'ELABORER ET DE CONDUIRE UN PROGRAMME REGIONAL DES REFORMES D'ICI A MARS 2008, A LEUR SOUMETTRE , TEL QUE PRECONISE PAR LES AUDITS.

CE COMITE, COMPOSE DES MINISTRES ET DES REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES, DES MEMBRES TITULAIRES DU COMITE INTER-ETAT, DU SECTEUR PRIVE ET DE LA SOCIETE CIVILE, EXECUTERA SON MANDAT SOUS LA HAUTE PRESIDENCE SPECIALEMENT DEDIEE A SON EXCELLENCE **OBIANG NGUEMA MBASOGO**, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE.

PAR AILLEURS, LES CHEFS D'ETAT SE SONT FELICITES DE LA DECISION PRISE PAR LE FMI D'OUVRIR A LIBREVILLE UN CENTRE SOUS REGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE (AFRITAC) AVANT LA FIN DE L'ANNEE 2006.

DANS LE MEME ORDRE D'IDEE, ILS ONT EXPRIME LEUR SATISFACTION SUR LE DEMARRAGE EFFECTIF DES ACTIVITES DE FORMATION DE HAUT NIVEAU DU POLE SOUS-REGIONAL DES REGIES FINANCIERES BASE, A LIBREVILLE, AVEC UN BUDGET CONSEQUENT ET DONT LA SORTIE DE LA PREMIERE PROMOTION EST ATTENDUE DANS QUELQUES MOIS.

LA CONFERENCE A EGALEMENT DECIDE DE FINANCER A PART EGALE



LA REFECTION ET LA REHABILITATION DU CENTRE INTER-ETAT DE
SANTÉ PUBLIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE BASÉE A BRAZZAVILLE.

ABORDANT LE DOSSIER DU MÉCANISME DE FINANCEMENT DE LA
COMMUNAUTÉ, LES CHEFS D'ÉTAT ONT ÉTÉ SENSIBILISÉS SUR LES FAIBLES
PERFORMANCES DE LA TCI, ET ONT EXPRIMÉ LEURS PROFONDES
PRÉOCCUPATIONS FACE À L'ACCUMULATION DES ARRIÈRES DE
CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES.

À CET EFFET, ILS ONT UNE FOIS DE PLUS INSTRUIT LES MINISTRES
DES FINANCES, D'OPÉRER UNE APPLICATION STRICTE ET RIGOUREUSE DU
DISPOSITIF Y RELATIF, ADOPTÉ PAR TOUS ET ACTUELLEMENT EN VIGUEUR
ET RECOMMANDE UN TRAITEMENT RAPIDE DU PROBLÈME DES
EXONÉRATIONS FISCALO-DOUANIÈRES AFIN D'ABOUTIR À UNE BASE
ÉQUITABLE DE CONTRIBUTION ENTRE LES ÉTATS.

PAR AILLEURS, POUR MARQUER LEUR FERME VOLONTÉ D'AVANCER
ENSEMBLE, LES CHEFS D'ÉTAT ONT, EN PLUS, DEMANDÉ À CES MINISTRES
D'APURER PROGRESSIVEMENT LA SITUATION DES ARRIÈRES DE LA TCI
ACTUELLEMENT NON REVERSES À LA BANQUE CENTRALE PAR LES
TRÉSORS NATIONAUX.

POURSUIVANT LEURS TRAVAUX, LES CHEFS D'ÉTAT ONT SUIVI,
COMME DE TRADITION, LA COMMUNICATION DU GOUVERNEUR DE LA
BANQUE CENTRALE QUI A RAPPELÉ LES FAITS MARQUANTS DE
L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET EXPOSE LES
GRANDES TENDANCES ÉCONOMIQUES, MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES DES
PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EN 2005, ET TRACE LES PERSPECTIVES POUR
2006.

IL A RELEVÉ LE CARACTÈRE ENCORE FRAGILE DES
PERFORMANCES MACROÉCONOMIQUES DE LA SOUS-REGION, CE QUI



POSE AVEC ACUITE LE PROBLEME DE LA DEPENDANCE DES ECONOMIES DE LA CEMAC A L'EGARD DU PETROLE ET DONC LA NECESSAIRE DIVERSIFICATION DES BASES DE PRODUCTION ET D'EXPORTATION.

LE GOUVERNEUR A EGALEMENT INFORME LA CONFERENCE DE LA MISE EN CIRCULATION, DES LE MOIS D'AVRIL 2006, DE NOUVELLES PIECES DE MONNAIE, ET FAIT LE POINT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME SOUS-REGIONAL DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER AINSI QUE SUR LA REFORME DES SYSTEMES DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT.

A SON TOUR, LE PRESIDENT DE LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT A PRESENTE A LA CONFERENCE LES RESULTATS SATISFAISANTS QU'ELLE A ENREGISTRE EN 2005.

EN EFFET, CET EXERCICE A ETE MARQUE PAR UNE REPRISE MAITRISEE DES OPERATIONS DE FINANCEMENTS DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT ; PAR UNE INTENSE ACTIVITE DE MOBILISATION ET DE DRAINAGE DES RESSOURCES FINANCIERES VERS LA ZONE, AINSI QUE PAR UNE REDYNAMISATION DE LA COOPERATION EN DIRECTION DE NOS PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT.

ABORDANT L'EXAMEN DES QUESTIONS ECONOMIQUES, LES CHEFS D'ETATS ONT ENTERINE LA CREATION D'UN COMITE SOUS REGIONAL SUR L'EPINEUX DOSSIER DU COTON ET ONT REAFFIRME UNE FOIS DE PLUS LEUR ENGAGEMENT A ŒUVRER SOLIDAIREMENT DANS LES NEGOCIATIONS MULTILATERALES.

S'AGISSANT DU SECTEUR SUCRIER, ILS ONT SALUE LA CREATION D'UNE ORGANISATION COMMUNE POUR REGULER LE MARCHÉ DU SUCRE ET ENTRE AUTRES, LUTTER CONTRE LES IMPORTATIONS



FRAUDULEUSES DANS LA SOUS REGION.

SUR LA PREOCCUPANTE QUESTION DE LA GRIPPE AVIAIRE, LES CHEFS D'ETAT ONT ETE INFORMES DES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES PRISES POUR LA LUTTE CONTRE CETTE EPIZOOTIE. AUSSI ONT-ILS DECIDE D'ALLOUER UNE DOTATION BUDGETAIRE SPECIALE A LA CEBEVIRHA POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE L'EPIDEMIO-SURVEILLANCE DANS NOTRE ZONE.


POURSUIVANT LEURS ECHANGES, LES CHEFS D'ETAT ONT FAIT UN LARGE TOUR D'HORIZON SUR LES QUESTIONS D'ACTUALITE REGIONALE ET INTERNATIONALE.

DANS CE CONTEXTE, ILS ONT TENU A REEXPRIMER LEURS SINCERES FELICITATIONS A SON EXCELLENCE **EL HADJ OMAR BONGO ONDIMBA**, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE GABONAISE, POUR SA BRILLANTE REELECTION, AINSI QU'AU PEUPLE GABONAIS TOUT ENTIER POUR LA HAUTE DEMONSTRATION DE SA MATURITE POLITIQUE.

DE MEME, ILS ONT REITERE LEURS SINCERES FELICITATIONS ET LEUR SOUTIEN TOTAL A SON EXCELLENCE DENIS SASSOU NGUESSO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO POUR SON ELECTION A LA TETE DE L'UNION AFRICAINE.

S'AGISSANT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, ILS ONT REAFFIRME LEUR SOUTIEN A LEUR FRERE ET AMI, SON EXCELLENCE FRANÇOIS BOZIZE, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE CENTRAFRICAIN DANS LE PROCESSUS DE NORMALISATION ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE LA SECURITE.

A LEUR FRERE ET AMI, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD, SON EXCELLENCE **IDRISS DEBY ITNO**, LA CONFERENCE L'A RASSURE DE



TOUTE SA SOLIDARITE VERITABLEMENT AGISSANTE DANS LA RECHERCHE DES SOLUTIONS PACIFIQUES ET NEGOCIEES SUR LA CRISE QUI PERDURE AU DARFOUR AVEC SES CONSEQUENCES DIRECTES ET INDIRECTES SUR LES POPULATIONS TCHADIENNES.

COMPTE TENU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DIFFICILE QUE VIT CE PAYS FRERE ET DES EFFORTS CONSIDERABLES QUE DEPLOIE LE GOUVERNEMENT TCHADIEN POUR AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS, LA CONFERENCE RECOMMANDE A LA BANQUE MONDIALE :

- LA REVISION DE SA POSITION EN PROCEDANT AU DEGEL DES COMPTES DU TCHAD RELATIF AUX REVENUS PETROLIERS.
- LA LEVEE DES SUSPENSIONS DES CREDITS RELATIFS AUX FINANCEMENTS SOCIAUX ;
- LA REPRISE DU DIALOGUE EN VUE DE SOULAGER LES SOUFFRANCES DES POPULATIONS TCHADIENNES.

EVOQUANT LA SITUATION POLITIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, LES CHEFS D'ETAT SE SONT REJOUIS DE L'ENTREE DE CE PAYS FRERE DANS LA CONFIGURATION DE LA COMMUNAUTE NEGOCIANTE DE L'AFRIQUE CENTRALE, SUR LES ACCORDS DE PARTENARIAT ECONOMIQUE AVEC L'UNION EUROPEENNE.

AVANT DE SE SEPARER, LES CHEFS D'ETAT, ONT PRIS ACTE DE LA FIN DU MANDAT DU PREMIER PRESIDENT DE LA COUR DE JUSTICE, PREVUE EN DECEMBRE 2006, ET SE SONT ENGAGES A FAIRE PARVENIR, AU SECRETAIRE EXECUTIF ET A CETTE INSTITUTION, AU PLUS TARD LE 12 AVRIL 2006, LES DECISIONS SUR LE RENOUVELLEMENT DES MANDATS DE NEUF JUGES ARRIVANT A TERME, POUR EVITER TOUT BLOCAGE.

AU TITRE DES MESURES INDIVIDUELLES, LES CHEFS D'ETAT ONT PRONONCE LES NOMINATIONS SUIVANTES :

A L'ISSEA, MONSIEUR FELICIANO LEONCIO ESONO NZE OYANA EST NOMME

DIRECTEUR ;

A L'ISTA, MONSIEUR **PABLO BEE TUNG** EST NOMME DIRECTEUR GENERAL ADJOINT.

AU TERME DE LEURS TRAVAUX, LES CHEFS D'ETAT, ONT TENU A ADRESSER A LEUR FRERE ET AMI, SON EXCELLENCE **OBIANG NGUEMA MBASOGO**, A SON GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE DE LA GUINEE EQUATORIALE, LEURS PLUS VIFS REMERCIEMENTS, POUR L'ACCUEIL HAUTEMENT FRATERNEL ET CHALEUREUX, AINSI QUE POUR LES DELICATES ATTENTIONS DONT CHACUN A ETE L'OBJET EN TERRE EQUATO-GUINEENNE.

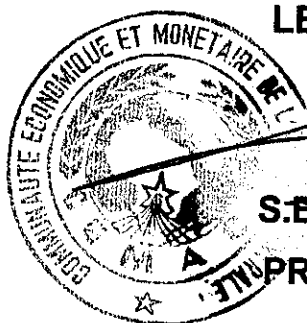
LA PRESIDENCE DE LA COMMUNAUTE SERA ASSUREE POUR L'EXERCICE 2006 ET POUR COMPTER DE CE JOUR PAR SON EXCELLENCE **IDRISS DEBY ITNO** PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD.

LA PROCHAINE SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DE LA CEMAC AURA LIEU A N'DJAMENA EN DECEMBRE 2006..

LES TRAVAUX DE LA SEPTIEME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT SE SONT DEROULES DANS UNE ATMOSPHERE DE SERENITE, DE COMPREHENSION RECIPROQUE ET D'ENTENTE CORDIALE./-

FAIT À BATA, LE 15 MARS 2006

**POUR LA CONFERENCE,
LE PRESIDENT EN EXERCICE**



[Signature]
S.E.OBIANG NGUEMA MBASOGO
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DE GUINEE EQUATORIALE